

Denrées alimentaires—Comité

Notre parti a d'autres raisons de se méfier, je pense, et de ne pas vouloir que les sénateurs fassent partie du comité. La première et la principale, c'est que les sénateurs ne sont pas élus. Ils ne sont pas démocratiquement élus par le peuple. Je crois que c'est là un point très important qu'il faut souligner. J'espère que les représentants du parti conservateur, quand d'autres proposeront l'abolition de l'autre endroit, nous appuieront avec le même enthousiasme que celui qui semblait les guider quand ils ont proposé cet amendement. Je suis convaincu que l'honorable représentant de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) s'attend à un appui total de leur part quand viendra le temps de débattre sa motion, plus tard au cours de la session.

• (2020)

Au cours des deux ou trois prochaines minutes, monsieur l'Orateur, j'aimerais parler de deux ou trois choses qui, je crois, feront un peu mieux connaître quelques-uns des représentants de l'autre endroit et démontreront pourquoi il serait peut-être préférable qu'ils ne fassent pas partie de ce comité. Je cite un court paragraphe du numéro de décembre de la publication *Saturday Night*:

Entre eux, ils se partagent la direction de 180 sociétés et 53 postes d'administrateur en chef. Huit d'entre eux sont membres de conseils d'administration de banques.

Beaucoup d'entre eux s'intéressent également à l'industrie de l'alimentation, font partie du conseil d'administration de certaines sociétés d'alimentation ou ont des intérêts dans des industries associées à l'alimentation. Voici quelques exemples: le sénateur Beaubien, la Dominion Sugar Company; le sénateur Desruisseaux, Melchers Distilleries Ltd, Lucky One Beverages Inc., Standard Brands Ltd., et Canadian Cocoa and Chocolate Co., le sénateur Gélinas, John Labatt Ltd., Montreal Refrigerating and Storage Ltd, Canadian Salt Ltd., Ogilvie Flour Mills Co. Ltd., et Distillers Corporation Seagram Ltd; le sénateur Hayden, Atlantic Sugar Refineries Co. Ltd., Acadia-Atlantic Sugar Co., Canadian Tuna Co. Ltd., Atlantic Fish Processors Ltd. et Scott's Restaurants Co. Ltd; le sénateur McLean, Seal Cover Canning Ltd., Quoddy Sea Foods Ltd., et Craft Canning Co. Ltd. Le sénateur Molson, si je comprends bien, a quelque intérêt dans la Molson Industries Ltd., et le sénateur Robichaud est lié à la National Sea Products Ltd. Ces gens s'intéressent aux prix des aliments mais ils n'ont pas les mêmes intérêts que l'électeur moyen, les agriculteurs et les consommateurs qui vivent dans ma circonscription.

Aussi monsieur l'Orateur, je fais appel à la Chambre pour nous atteler à la tâche, pour étudier l'augmentation du coût des aliments, et pour nous rappeler que le fermier n'est pas plus responsable de cette augmentation que le travailleur ordinaire employé dans l'industrie qui ne retire aucun bénéfice de l'augmentation des prix des aliments. Nous allons bientôt nous mettre au travail je l'espère, et étudier de près la structure des conglomerats de l'industrie alimentaire, le prix des transports des produits alimentaires, les frais de publicité, d'emballage et de promotion des ventes. C'est ici au niveau des intermédiaires que nous découvrirons le vrai coupable responsable de la hausse des prix des aliments.

[M. Nystrom.]

M. Barnett J. Danson (York-Nord): Monsieur l'Orateur, je suis enchanté de pouvoir participer au débat et étant donné que c'est la première fois que la parole m'est ici donnée j'aimerais vous offrir mes félicitations pour votre réélection. Ceux qui étaient là auparavant ont pour vous le plus grand respect mais qu'il me soit permis d'avertir les nouveaux venus que vous avez là une main de fer dans un gant de velours.

Je voudrais aussi féliciter M. l'Orateur adjoint, ainsi que la Chambre pour le précédent qu'elle vient d'établir en nommant un orateur suppléant des rangs de l'opposition officielle et aussi pour cet excellent choix. J'ai eu le plaisir de travailler avec lui. Il sait qu'il n'est pas facile de me faire taire et je peux lui dire, il le sait déjà, que, tout comme la femme de l'évêque, je tâche toujours de redoubler d'efforts. C'est une blague entre lui et moi. Un jour nous discutons avec l'évêque d'un diocèse que je ne nommerai point. Sa femme était avec lui et elle mentionna qu'elle était sa seconde femme. Je lui ai dit que dans cette condition il fallait qu'elle s'applique encore davantage.

Je sais gré au ministre de son introduction qui a situé dans le contexte approprié le problème et les raisons de l'établissement du comité. J'ai aussi trouvé intéressantes les remarques de mon collègue, le député de Bruce (M. Whicher) à propos du député de Northumberland-Durham (M. Lawrence). Soit dit en passant, je voudrais féliciter ce dernier de s'en être tenu au sujet et de nous avoir tenus en alerte. J'ai entendu parler de la vivacité des échanges à l'Assemblée législative et je suis heureux de voir un peu de cet esprit introduit dans cette chambre.

Le député de Northumberland-Durham a exposé les problèmes. Monsieur l'Orateur, à mon avis, cela ne présente pas de difficulté exceptionnelle. Nous sommes tous au courant de la nature des problèmes. Puis, il a exigé que nous prenions des mesures, mais il n'a pas dit ce que son parti proposait. Tel est donc le genre de cette opposition qui ne veut prendre le pouvoir que pour former un gouvernement. Il s'agit d'une ambition très louable. Voilà pourquoi nous sommes ici—nous aussi, nous désirons former un gouvernement, mais nous nous y prenons en présentant des propositions constructives.

L'honorable député de Northumberland-Durham a réclamé de l'action. Il a critiqué le gouvernement et a ensuite déclaré qu'il appuierait la création du comité à certaines conditions. C'est alors qu'il est devenu intéressant. Je pensais qu'il avancerait de brillantes suggestions. Quelles étaient ces grandes conditions, monsieur l'Orateur? Elles concernaient la procédure et n'avaient aucun rapport avec les aliments. C'étaient avant tout des questions de procédure. Il s'inquiétait parce que ce serait un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes, comité mixte parce qu'il devait être composé de membres de cet endroit et de membres de l'autre endroit...

Des voix: Oh, oh!

M. Danson: C'est là une attitude louable. Nous traitons d'un problème très fondamental, mais je ne crois pas que ce soit la bonne façon de l'aborder. Nous ne devrions pas débattre le rôle du Sénat en la matière. Incidemment, c'est un rôle sur lequel les sénateurs eux-mêmes ne sont pas d'accord. J'estime que les sénateurs pourraient faire un apport vraiment valable parce que nous désirons savoir comment réagissent devant la hausse du coût des aliments ceux qui bénéficient déjà d'un revenu annuel garanti.